



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/C.5/48/37/Add.1
18 mai 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 168 de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AU PERSONNEL

Modifications du Règlement du personnel

Rapport du Secrétaire général

Additif

1. Le Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies dispose en son article 12.3 que le texte intégral des dispositions provisoires et des modifications provisoires du Règlement du personnel est soumis chaque année à l'Assemblée générale.

Règlement du personnel (série 300)

2. Le présent additif au document A/C.5/48/37 modifie le préambule des dispositions 301.1 à 312.6 du Règlement du personnel et l'alinéa a) ii) de la disposition 301.1, d'où est retirée la référence à une durée minimum de trois mois, corrige la disposition 306.1, où est ajoutée une référence aux données relatives à la rémunération considérée aux fins de la pension figurant dans l'appendice C, et actualise certains des barèmes des traitements reproduits dans les appendices A et C.

3. Les pages modifiées sont jointes en annexe.

Annexe

ST/SGB/Staff Rules/3/Rev.5/Amend.1
Mai 1994

RÈGLEMENT DU PERSONNEL

DISPOSITIONS 301.1 À 312.6 APPLICABLES AU PERSONNEL
ENGAGÉ POUR DES PÉRIODES DE DURÉE LIMITÉE

CIRCULAIRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

NATIONS UNIES

NEW YORK, 1994

CIRCULAIRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Destinataires : Les fonctionnaires du Secrétariat

Objet : RÈGLEMENT DU PERSONNEL APPLICABLE AU PERSONNEL ENGAGÉ POUR DES PÉRIODES DE DURÉE LIMITÉE

1. Les dispositions 301.1 à 312.6 du Règlement du personnel, applicables au personnel expressément engagé pour des périodes de courte durée ou de durée limitée, ont été révisées avec effet au 1er janvier 1994.
2. La révision considérée (ST/SGB/Staff Rules/3/Rev.5) visait à mettre l'Organisation en mesure de répondre avec diligence et souplesse, dans diverses situations, à ses besoins accrus de personnel temporaire. Le présent amendement a pour objet de supprimer le minimum de trois mois en ce qui concerne les engagements pour une durée limitée, de façon que ceux-ci puissent s'étendre sur de très courtes périodes dans le cas d'opérations à caractère ponctuel telles que la surveillance d'élections. On y aligne par ailleurs les barèmes des traitements sur les barèmes révisés des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et des agents du Service mobile qui sont entrés en vigueur le 1er mars 1994.
3. La référence à une durée minimum de trois mois est retirée de l'alinéa b) de la section intitulée "Objet et portée des dispositions de la série 300 du Règlement du personnel".
4. La référence à une durée minimum de trois mois est également retirée de l'alinéa a) ii) de la disposition 301.1 (Personnel auquel s'appliquent les dispositions 301.1 à 312.6).
5. Une référence aux données relatives à la rémunération considérée aux fins de la pension figurant dans l'appendice C est ajoutée à la disposition 306.1.
6. À l'Appendice A, le barème des traitements mensuels du personnel (administrateurs et fonctionnaires de rang plus élevé) engagé pour des périodes de courte durée au Siège (New York) et le barème des traitements des traducteurs et des réviseurs sont actualisés avec effet au 1er mars 1994 pour le personnel engagé sur le plan local et au 1er avril 1994 pour le personnel engagé sur le plan non local.
7. À l'appendice C, les barèmes des traitements des administrateurs et des agents du Service mobile engagés pour des périodes de durée limitée sont actualisés avec effet au 1er mars 1994, et la rémunération considérée aux fins de la pension du personnel de ces catégories avec effet au 1er novembre 1993.
8. Les nouvelles pages iv, 1, 7, 15, 16, 23, 24 et 24a sont communiquées ci-joint.

Le Secrétaire général
Boutros Boutros-Ghali

OBJET ET PORTEE DES DISPOSITIONS DE LA SERIE 300
DU REGLEMENT DU PERSONNEL

Les dispositions de la série 300 du Règlement du personnel s'appliquent au personnel engagé expressément pour répondre aux besoins spéciaux de l'ONU en matière de services de durée limitée. Elles prévoient deux types d'engagements pour le personnel qui ne fait pas carrière à l'Organisation :

a) L'engagement de courte durée (CD) qui ne peut dépasser six mois. Ce type d'engagement permet, en cas de besoins imprévus ou en période de pointe, de recruter du personnel temporaire pour assumer les tâches indispensables dont le personnel permanent ne peut s'acquitter du fait des vacances de poste ou des départs en mission, et pour assurer les services de conférence et d'autres fonctions à court terme;

b) L'engagement pour des activités de durée limitée (DL), notamment maintien et rétablissement de la paix, aide humanitaire, coopération technique sur le terrain et opérations d'urgence. Ce type d'engagement concerne les affectations d'une durée de trois ans au maximum – avec, dans des cas exceptionnels, possibilité de prorogation d'une année, non renouvelable. Il n'est en aucun cas accordé de prorogation après la quatrième année.

Le présent Règlement est à rapprocher du Statut du personnel de l'Organisation, qui est édicté par l'Assemblée générale et qui énonce les conditions fondamentales d'emploi ainsi que les droits, obligations et devoirs essentiels du Secrétariat de l'ONU.

Le Secrétaire général, en sa qualité de Chef de l'Administration, édicte et applique dans un règlement du personnel les dispositions, compatibles avec les principes énoncés dans le Statut du personnel, qu'il juge nécessaires.

Les dispositions 301.1 à 312.6 sont numérotées en fonction des chapitres du Statut du personnel auxquels elles se rapportent. Par exemple, la disposition 301.3 concerne une question visée au chapitre premier du Statut; la disposition 306.2, une question visée au chapitre VI du Statut; la disposition 312.1, une question visée au chapitre XII du Statut.

La correspondance entre les chapitres du Statut du personnel et les dispositions du présent Règlement est la suivante :

<u>Chapitres</u> <u>du Statut</u>		<u>Dispositions</u> <u>du Règlement</u>
I	Devoirs, obligations et privilèges	301.1-301.5
II	Classement des postes et du personnel	—
III	Traitements et indemnités	303.1-303.6
IV	Nominations et promotions	304.1-304.7
V	Congé annuel et congé spécial	305.1-305.2
VI	Sécurité sociale	306.1-306.4
VII	Frais de voyage et frais de déménagement	307.1-307.7
VIII	Relations avec le personnel	308.1
IX	Cessation de service	309.1-309.6
X	Mesures disciplinaires	310.1
XI	Recours	311.1
XII	Dispositions générales	312.1-312.6

DISPOSITIONS 301.1 A 312.6 DU REGLEMENT DU PERSONNEL REGISSANT LES
ENGAGEMENTS POUR UNE DUREE LIMITEE

Disposition 301.1

PERSONNEL AUQUEL S'APPLIQUENT LES DISPOSITIONS 301.1 A 312.6

- a) Les dispositions 301.1 à 312.6 sont applicables aux fonctionnaires :
 - i) Expressément engagés pour des conférences et autres périodes de courte durée (CD), pour six mois consécutifs au maximum, dans tous les lieux d'affectation où un règlement distinct applicable au personnel de cette catégorie n'a pas été établi d'autre manière;
 - ii) Expressément recrutés pour des périodes de durée limitée (DL), pour des activités limitées dans le temps, dont on pense qu'elles ne dépasseront pas trois ans, notamment maintien et rétablissement de la paix, aide humanitaire, coopération technique et secours d'urgence.
- b) Le Secrétaire général peut établir des conditions d'emploi spéciales applicables au personnel des services linguistiques de la catégorie des administrateurs qui est engagé pour une période de courte durée pour s'acquitter de tâches déterminées.

Disposition 301.2

HEURES DE TRAVAIL ET JOURS FERIES

- a) Le Secrétaire général fixe les heures normales de travail dans les divers lieux d'affectation et en avise les intéressés. Il peut décider des dérogations pour tenir compte des besoins du service.
- b) Les fonctionnaires doivent travailler au-delà de l'horaire normal chaque fois qu'ils en sont priés.
- c) Le Secrétaire général décide quels sont les jours fériés dans les divers lieux d'affectation et en avise les intéressés.

Disposition 301.3

INTERDICTION D'ACCEPTER DES DISTINCTIONS HONORIFIQUES,
DECORATIONS, FAVEURS, DONS OU REMUNERATIONS DE SOURCES
EXTERIEURES A L'ORGANISATION

- a) Aucun fonctionnaire ne peut accepter d'une source extérieure à l'Organisation une distinction honorifique, une décoration, une faveur, un don ni une rémunération s'il n'a obtenu au préalable l'assentiment du Secrétaire général.
- b) Le Secrétaire général ne donne pas son assentiment si la distinction honorifique, la décoration, la faveur, le don ou la rémunération émane d'un gouvernement, exception faite des décorations pour services de guerre antérieurs à la nomination de l'intéressé.
- c) Si la distinction honorifique, la décoration, la faveur, le don ou la rémunération émane d'une source non gouvernementale, le Secrétaire général ne donne son assentiment que dans des cas exceptionnels et si l'acceptation de la

Disposition 305.2

CONGE SPECIAL

Un congé spécial à plein traitement, à traitement partiel ou sans traitement, dont la durée est déterminée par le Secrétaire général en fonction des circonstances, peut être accordé, pour des raisons impérieuses, aux fonctionnaires engagés en vertu du présent Règlement.

Disposition 306.1

CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL

Tout fonctionnaire engagé en vertu du présent Règlement qui remplit les conditions définies à l'article 21 des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies acquiert la qualité de participant à la Caisse, à condition que sa lettre de nomination n'exclue pas expressément cette participation. Les données relatives à la rémunération, considérée aux fins de la pension, des fonctionnaires qui acquièrent la qualité de participants à la Caisse commune figurent dans les appendices A et C du présent Règlement.

Disposition 306.2

CONGE DE MALADIE

Les fonctionnaires engagés en vertu du présent Règlement qui sont empêchés par une maladie ou un accident d'accomplir leur tâche ou qui ne peuvent se rendre à leur travail par suite de dispositions visant à protéger la santé publique bénéficient d'un congé de maladie conformément aux dispositions ci-après :

- a) Tout congé de maladie doit être approuvé au nom du Secrétaire général.
- b) Les fonctionnaires ont droit à un congé de maladie à raison de deux jours au maximum par mois entier de service continu. Sous réserve des conditions énoncées dans la présente disposition, ils peuvent prendre ce congé de maladie à tout moment pendant la durée de leur service; toutefois, si la cessation de service intervient avant la date d'expiration de l'engagement, les jours de congé de maladie auxquels l'intéressé avait droit sont recalculés sur la base de la durée effective du service.
- c) Les fonctionnaires qui ne peuvent se rendre à leur travail pour cause de maladie ou d'accident doivent en aviser le plus tôt possible leur chef de service. S'ils en ont la possibilité, ils doivent se présenter au médecin de l'Organisation avant de s'absenter.
- d) Un fonctionnaire peut être requis de fournir un certificat médical ou de se faire examiner par un médecin que le Secrétaire général désigne avant qu'il ne soit fait droit à sa demande de congé de maladie. Toute absence de plus de deux jours ouvrables consécutifs doit être justifiée par un certificat médical. Si un fonctionnaire a pris au cours d'une période de six mois de service continu trois jours ouvrables de congé de maladie sans fournir de certificat, il doit justifier par un certificat médical tous autres jours d'absence pendant la période en question; sinon, ces jours d'absence sont comptés comme congé spécial sans traitement.

APPENDICES AU REGLEMENT DU PERSONNEL (SERIE 300)

Appendice A

BAREME DES TRAITEMENTS ET REMUNERATION CONSIDEREE AUX FINS DE LA PENSION
DU PERSONNEL ENGAGE AU SIEGE, EN VERTU DE LA DISPOSITION 301.1 a) i), POUR
DES CONFERENCES ET AUTRES PERIODES DE COURTE DUREE

I. Barème des traitements mensuels du personnel (administrateurs et fonctionnaires de rang plus élevé) engagé pour des périodes de courte durée au Siège (New York)^a

(En dollars des Etats-Unis)

<u>Classe</u>	Personnel engagé sur le plan local (A compter du 1er mars 1994)		Personnel engagé sur le plan non local ^b (A compter du 1er avril 1994)	
	<u>Montant brut</u>	<u>Montant net</u>	<u>Montant brut</u>	<u>Montant net</u>
D-2	10 597	7 367	11 629	8 399
D-1	9 376	6 662	10 607	7 893
P-5	8 269	5 979	9 693	7 403
P-4	6 808	5 067	8 490	6 749
P-3	5 564	4 273	7 470	6 179
P-2	4 481	3 562	6 589	5 669
P-1	3 418	2 837	5 730	5 149

^a Le Secrétaire général peut établir d'autres barèmes, appropriés aux affectations spéciales.

^b Y compris l'élément indemnité de subsistance.

Appendice A (suite)

II. Barème des traitements des traducteurs et des réviseurs^a

(En dollars des Etats-Unis)

a) Payés à la journée

			<u>A compter du</u> <u>1er mars 1994</u>		<u>A compter du</u> <u>1er avril 1994</u>	
	<u>Traitement de base</u>		<u>Engagés sur le plan local^b</u>		<u>Engagés sur le plan</u> <u>non local^{c, d}</u>	
Traducteurs I	143,60	(103,45)	181,03	(140,88)	175,05	(134,90)
Traducteurs II	180,00	(124,10)	224,92	(169,02)	217,75	(161,85)
Traducteurs III/Réviseurs I	217,30	(144,65)	269,70	(197,05)	261,35	(188,70)
Traducteurs IV/Réviseurs II	245,65	(160,00)	303,57	(217,92)	294,35	(208,70)
Réviseurs III	274,30	(175,35)	337,73	(238,78)	327,60	(228,65)

b) Payés au mois

			<u>A compter du</u> <u>1er mars 1994</u>		<u>A compter du</u> <u>1er avril 1994</u>	
	<u>Traitement de base</u>		<u>Engagés sur le plan local^b</u>		<u>Engagés sur le plan</u> <u>non local^{c, e}</u>	
Traducteurs I	3 867	(2 785)	4 876	(3 794)	4 715	(3 633)
Traducteurs II	4 846	(3 341)	6 056	(4 551)	5 863	(4 358)
Traducteurs III/Réviseurs I	5 848	(3 893)	7 255	(5 300)	7 030	(5 075)
Traducteurs IV/Réviseurs II	6 613	(4 307)	8 169	(5 863)	7 921	(5 615)
Réviseurs III	7 382	(4 719)	9 088	(6 425)	8 816	(6 153)

^a Les termes "traducteurs" et "réviseurs" englobent, le cas échéant, les rédacteurs de comptes rendus analytiques, les rédacteurs de procès-verbaux et les éditeurs de documents officiels et de publications.

^b Y compris l'élément indemnité de poste.

^c Y compris un complément coût de la vie.

^d Ont, en outre, droit à une indemnité journalière de subsistance de 204 dollars.

^e Ont, en outre, droit à une indemnité journalière de subsistance de 204 dollars pour les 30 premiers jours, de 173 dollars à partir du trente et unième jour, de 135 dollars à partir du soixante et unième jour et de 101 dollars à partir du cent vingt et unième jour.

Appendice C

BAREMES DES TRAITEMENTS ET REMUNERATION CONSIDEREE AUX FINS DE LA PENSION
DU PERSONNEL EXPRESSEMENT RECRUTE, EN VERTU DE LA DISPOSITION 301.1 a) ii), POUR
PERIODES DE DUREE LIMITEE

I. Barème des traitements des administrateurs engagés pour des périodes
de durée limitée

(Montants annuels en dollars des Etats-Unis)

A compter du 1er mars 1994)

Classe

SGA	Brut	138 759
	Net	80 922
SSG	Brut	125 677
	Net	74 721
D-2	Brut	102 177
	Net	63 418
D-1	Brut	89 918
	Net	57 346
P-5	Brut	78 948
	Net	51 466
P-4	Brut	64 509
	Net	43 618
P-3	Brut	52 274
	Net	36 781
P-2	Brut	41 695
	Net	30 660
P-1	Brut	31 393
	Net	24 418

Prime de recrutement payable aux administrateurs engagés
pour des périodes de durée limitée

Classe/niveau	A	B	C	D	E
SGA	5 665	11 329	16 994	22 658	28 323
SSG	5 230	10 461	15 691	20 922	26 152
D-2	4 439	8 879	13 318	17 757	22 196
D-1	4 014	8 028	12 043	16 057	20 071
P-5	3 603	7 205	10 808	14 410	18 013
P-4	3 053	6 107	9 160	12 213	15 266
P-3	2 575	5 149	7 724	10 299	12 873
P-2	2 146	4 292	6 439	8 585	10 731
P-1	1 709	3 419	5 128	6 837	8 546

Appendice C (suite)

II. Barème des traitements des agents du Service mobile
engagés pour des périodes de durée limitée

(Montants annuels en dollars des Etats-Unis)

(A compter du 1er mars 1994)

Classe

7	Brut	64 049
	Net	43 362
6	Brut	52 665
	Net	37 004
5	Brut	44 352
	Net	32 236
4	Brut	38 217
	Net	28 598
3	Brut	32 947
	Net	25 397
2	Brut	28 599
	Net	22 625
1	Brut	24 904
	Net	20 208

Prime de recrutement payable aux agents du Service mobile
engagés pour des périodes de durée limitée

Classe/niveau	A	B	C	D	E
7	3 035	6 071	9 106	12 141	15 177
6	2 590	5 181	7 771	10 361	12 951
5	2 257	4 513	6 770	9 026	11 283
4	2 002	4 004	6 006	8 007	10 009
3	1 778	3 556	5 333	7 111	8 889
2	1 584	3 168	4 751	6 335	7 919
1	1 415	2 829	4 244	5 658	7 073

Appendice C (suite)

III. Rémunération considérée aux fins de la pension des administrateurs
engagés pour des périodes de durée limitée

(Montant annuel en dollars des Etats-Unis)

Classe

D-2	117 630
D-1	103 712
P-5	92 067
P-4	75 690
P-3	62 019
P-2	50 126
P-1	39 307

IV. Rémunération considérée aux fins de la pension des agents du Service mobile
engagés pour des périodes de durée limitée

(Montant annuel en dollars des Etats-Unis)

Classe

7	72 709
6	59 970
5	47 410
4	38 881
3	31 428
2	27 577
1	24 476